

Ségolène Royal : « Les pressions faites par la France n'ont pas abouti puisque les extrémistes des deux côtés ont refusé cet équilibre des pouvoirs »

Albert (du) Roy, François-Henri (de) Virieu

France 2, 26 juin 1994

Transcription partielle de l'émission « L'Heure de vérité » diffusée sur France 2 le 26 juin 1994.

[...]

Albert du Roy : Alors deuxième, euh, question d'actualité : le Rwanda. Le Rwanda. À votre avis, qu'est-ce qui, euh, a pesé le plus dans la décision française d'intervenir, euh, sur le terrain ? Est-ce que c'est la raison morale – il faut, euh, voler au secours de gens qui se font massacrer. Ou est-ce que c'est la raison politique – il faut, euh, jouer..., ne..., continuer à jouer notre rôle dans notre zone d'influence ?

Ségolène Royal : J crois qu'c'est un peu les deux. Mais en même temps, euh, il faut quand même rappeler que la politique africaine est

toujours prise dans une contradiction.

Albert du Roy : Oui.

Ségolène Royal : C'est-à-dire soit on conforte, euh, les pouvoirs en place parce qu'on se dit au moins c'est la stabilité, on évite les guerres ethniques ou les guerres tribales. Soit on pousse, euh, à la démocratisation, on organise des élections, et qui débouchent souvent sur, euh..., euh, des conflits extrêmement violents.

Albert du Roy : Alors qu'est-ce qu'un gouvernement de gauche devrait faire ?

François-Henri de Virieu : Qu'est-ce que nous devrions faire ?

Ségolène Royal : Le gouvernement de gauche, il a..., il a défini sa doctrine en matière de politique africaine dans le discours ..., dans le...

Albert du Roy : Oui mais qui

n'a pas échappé à cette ambiguïté que vous décrivez très bien.

Ségolène Royal : Qui n'a pas échappé à cette ambiguïté parce qu'il y a beaucoup de pesanteurs. Mais qui en même temps...

Albert du Roy : Alors il faut ne pas y..., il faut..., il faut renoncer à y échapper ?

Ségolène Royal : Non, j crois qu'il faut rester fidèle aux principes du discours de La Baule, c'est-à-dire..., qui pour la première fois..., où on a soumis l'aide de la France à de nouveaux principes de démocratie.

Albert du Roy : Est-ce qu'on est resté fidèle depuis le discours de La Baule – qui prônait la démocratisation –, est-ce qu'on est resté fidèle à ces principes ?

François-Henri de Virieu : Le discours de Monsieur Mitterrand, il faut le rappeler.

Ségolène Royal : On a..., on a essayé de rester fidèle.

Albert du Roy : Mais on n'y est pas parvenu ?

Ségolène Royal : Mais la..., la difficulté, c'est que..., dans la démocratie, il y a trois choses dans la démocratie, hein : y'a les élections, y'a l'État de droit et y'a les droits de l'Homme. Les élections, c'est toujours facile à organiser. Seulement si il y a pas – et ça c'est beaucoup plus long à mettre en place – l'État de droit et les droits de l'Homme qui l'accompagnent, à ce moment-là la démocra-

tie bascule vers les..., les luttes tribales [gros plan sur Martine Aubry qui est assise dans le public]. Alors peut-être qu'au lieu de former, euh, des armées, euh, il faudrait former par exemple, euh, des gendarmeries. Car c'est ça qui a manqué au Rwanda. Je crois que c'est une gendarmerie interethnique, bien formée, qui a appris ce qu'était les droits de l'Homme et ce qu'était l'État de droit. Mais ça c'est beaucoup plus lent que d'organiser les élections.

Albert du Roy : En un mot Madame Royal, si, dans un État africain – parce que ça se pose comme ça le plus souvent –, si le prix à payer pour la paix civile, euh, c'est de soutenir un régime, euh, autoritaire, non démocratique, corrompu, est-ce qu'il faut payer ce prix ?

Ségolène Royal : Non, je ne crois pas, d'ailleurs ce n'est pas le sens du..., du discours de La Baule. Mais en même temps...

Albert du Roy : Non c'est pas le sens ! Mais c'est ce qui s'est fait souvent.

Ségolène Royal : Il faut faire pression ! Il faut faire pression, c'est-à-dire il faut à la fois soumettre l'aide française à une évolution du processus démocratique. C'est ce qui a été fait au Rwanda grâce à la France, puisqu'il y a eu les accords d'Arusha en 93 qui ont permis de faire participer au gouvernement la minorité de ce pays. Donc ça a été fait, les pressions

ont été faites par la France ! Elles ont, euh..., elles n'ont pas abouti puisque les extrémistes de..., des deux côtés ont refusé cet équilibre des pouvoirs. Parce que comme je le disais tout à l'heure l'État de droit est toujours beaucoup plus lent à mettre en place. Il faut que la France tienne bon. Et d'ailleurs il faut qu'elle tienne bon aussi partout ! Et je crois qu'il y a eu certains reculs. Chacun sait que, sur le Rwanda, y'a eu un conflit très dur, hein, entre Monsieur Juppé et Monsieur Roussin qui justement voulaient revenir sur ces principes, euh, mis en place et sur ces..., ce conditionnement de la démocratie à l'aide française. Donc faisons attention justement de ne pas revenir en arrière et d'avoir une bonne conception des droits de l'Homme. Je l'dis aussi pour la Turquie.

François-Henri de Virieu :
Merci Albert du Roy. Et... merci Madame.